

# ASSEMBLEE NATIONALE

COMMISSION DEFENSE DU 6 JUILLET 2011

## M. Yves Vandewalle, député.

Merci pour la clarté et la franchise de vos réponses. Que représente l'effort de recherche et technologie dans votre budget de défense ? Et quelle est la position de l'Allemagne sur la défense antimissile ?

## M. Thomas de Maizière

Je ne connais pas le montant de nos crédits de recherche et développement, car ils se répartissent au sein de l'ensemble de notre budget d'investissement. Les entreprises ont aussi un budget de recherche et développement et jusqu'à ce jour, nous n'avons pas réussi à déterminer précisément le montant total de cet effort ni la part qui devrait en incomber à l'État et celle que le privé devrait supporter. Dans l'industrie pharmaceutique ou automobile, il va de soi que les entreprises supportent l'ensemble des coûts de développement. Développer un médicament moderne coûte cinq à six milliards d'euros qui sont perdus si l'autorisation de mise sur le marché n'est pas accordée. De même dans l'automobile, si un nouveau modèle ne rencontre pas le succès. Mais dans l'industrie de l'armement, les industriels refusent de supporter les frais de développement, considérant qu'ils incombent à l'État, y compris pour les prototypes. Il est vrai que nous sommes le seul acheteur. On ne peut pas non plus faire de comparaison avec la France, où une part de l'industrie de l'armement est publique. Mais il faudra progresser sur ce point pour identifier la part qui revient à chaque acteur.

La défense antimissile est un projet très important. Les Allemands, avec le système *Patriot*, ont des capacités tactiques qui intéressent un certain nombre d'autres États. Il faudra essayer, dans la mesure du possible, de faire avancer ce dossier avec la Russie, en tout cas pas contre elle. Cela ne doit pas se faire à n'importe quel prix non plus : il arrivera un moment où nous devons décider ce que nous voulons sans nous rendre tributaires des décisions prises par les Russes. Je ne sais pas si leur position actuelle repose sur des considérations tactiques ou de calendrier. Certains pensent que son durcissement a pour objet d'aboutir à un résultat ultérieurement. Les échéances électorales russes peuvent expliquer cette position. Quoi qu'il en soit, il faudra essayer de travailler avec eux.